

# Sommaire des enquêtes lancées sur le forum du Réseau INTERLOCAL Juin 2009.



<a href="#">ACTION SOCIALE.....</a>	<a href="#">2</a>
<a href="#">AGRICULTURE.....</a>	<a href="#">5</a>
<a href="#">AMENAGEMENT URBANISME.....</a>	<a href="#">6</a>
<a href="#">COLLEGES, ÉDUCATION.....</a>	<a href="#">7</a>
<a href="#">COMMUNICATION.....</a>	<a href="#">8</a>
<a href="#">CONSEIL GENERAL.....</a>	<a href="#">10</a>
<a href="#">CONSTRUCTION.....</a>	<a href="#">12</a>
<a href="#">CULTURE.....</a>	<a href="#">13</a>
<a href="#">DEVELOPPEMENT DURABLE.....</a>	<a href="#">14</a>
<a href="#">DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.....</a>	<a href="#">15</a>
<a href="#">DOCUMENTATION.....</a>	<a href="#">16</a>
<a href="#">DROIT.....</a>	<a href="#">17</a>
<a href="#">DROIT / FINANCES / MARCHES PUBLICS.....</a>	<a href="#">18</a>
<a href="#">ENFANCE ASE.....</a>	<a href="#">20</a>
<a href="#">ENVIRONNEMENT.....</a>	<a href="#">21</a>
<a href="#">FINANCES.....</a>	<a href="#">23</a>
<a href="#">INSERTION.....</a>	<a href="#">24</a>
<a href="#">LOGEMENT.....</a>	<a href="#">25</a>
<a href="#">MARCHÉ PUBLIC.....</a>	<a href="#">27</a>
<a href="#">PERSONNES HANDICAPEES.....</a>	<a href="#">29</a>
<a href="#">RESSOURCES HUMAINES.....</a>	<a href="#">29</a>
<a href="#">ROUTES/ EQUIPEMENT/ TRANSPORT.....</a>	<a href="#">29</a>
<a href="#">SANTE.....</a>	<a href="#">30</a>
<a href="#">SPORTS.....</a>	<a href="#">31</a>
<a href="#">TIC.....</a>	<a href="#">32</a>
<a href="#">TOURISME.....</a>	<a href="#">33</a>

## **ACTION SOCIALE**

Le : 25/06/2009

Titre : **Récupération sur succession de personnes handicapées**

Merci de nous indiquer quelle règle applique votre Département pour calculer sa récupération sur la part de succession de personnes handicapées quand une partie de celle-ci revient à un ou aux deux parents (donc n'est pas récupérable) et le reste à des frères et soeurs par exemple. Quelle jurisprudence appliquez-vous ?

Nombre de réponses : 2

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 22/06/2009

Titre : **récupération des créances d'aide sociale, contentieux**

URGENT Lors d'une entrée en établissement d'une personne âgée, en situation d'insolvabilité, sous mesure de protection : 1) Qui saisit le JAF ? 2) Quand ? 3) Sur quels critères ? 4) Dans l'hypothèse d'un dépôt d'aide sociale, qui saisit le JAF (le département ou le tuteur) ? Je vous remercie de votre collaboration rapide et fructueuse et me tiens à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Nombre de réponses : 0

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 22/06/2009

Titre : **Fraudes au RMI - procédures instaurées - fin du dispositif**

Bonjour, le Département a conventionné avec la CAF dans le cadre du versement et du contrôle du RMI. La CAF a relevé des cas pour lesquels elle signale une suspicion de fraudes sans pour autant qualifier les déclarations des bénéficiaires comme constitutives d'une fraude. Sur la base des éléments que pourrait nous transmettre la CAF, le Département peut-il prendre des décisions de sanction ou doit il passer par le juge judiciaire pour une qualification pénale préalable de fraude ? Dans les cas avérés de fraudes, quelles sont les procédures adoptées dans vos collectivités pour récupérer ces sommes ?

Nombre de réponses : 0

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 19/06/2009

Titre : **charte accueil**

Dans le cadre d'un groupe de travail départemental autour de la construction d'un référentiel d'action sociale, nous travaillons sur l'accueil de l'usager. Nous réfléchissons à la réalisation d'une "charte d'accueil" applicable sur l'ensemble de nos territoires d'action sociale et médico-sociale. Avez-vous réfléchi sur ce thème et produit ce type de document ? Merci de nous transmettre des éléments de votre réflexion ainsi que tout document susceptible d'enrichir la notre.

Nombre de réponses : 0

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 18/06/2009

Titre : **RELANCE : Recours ou non aux marchés publics pour les mesures d'accompagnement social**

Bonjour, la loi dispose que les mesures d'accompagnement social donnent lieu à l'établissement de conventions conclues par le Département avec les organismes ou associations qui les exécutent. Le Département vient d'adopter son 6ème PDALPD qui prévoit diverses mesures d'accompagnement social. Au niveau du FSL, nous menons actuellement une réflexion sur la possibilité de recourir aux marchés publics pour les mesures d'accompagnement social du 6ème PDLAPD. Quelles modalités avez-vous retenues dans votre Département ? Disposez-vous d'éléments juridiques permettant de trancher la question des marchés publics pour les mesures d'accompagnement social financées par le FSL ? Merci pour vos contributions.

Nombre de réponses : 4

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 12/06/2009

Titre : **Délégation des MASP aux associations tutélaires**

Le Conseil général a fait le choix de déléguer les MASP avec gestion aux associations tutélaires. Pour les Départements ayant aussi fait ce choix, avez-vous arrêté des tarifs, pour quelle prestation et selon quelles modalités (prix mois mesure) ? Vous serait-il possible de mettre en ligne les conventions ou marchés déjà réalisés ? Direction Développement Social et Logement.

Nombre de réponses : 0

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 10/06/2009

Titre : **aide sociale/dossier d'admission et périodicité récupération**

Bonjour, merci de me faire part des règles et expériences de votre CG dans le domaine de l'aide sociale notamment sur les deux points précis suivants : 1) quand admettez-vous le dépôt du dossier de demande Aide Sociale, avant ou lors de l'entrée en établissement ? Dans les deux cas, quels délais constatez vous pour l'émission 1er récupération des recettes ? 2) à quelle périodicité les établissements vous facturent-ils ? Et à quelle périodicité émettez-vous les titres de récupération ? Merci.

Nombre de réponses : 0

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 04/06/2009

Titre : **enquêtes sociales / procédure d'opposition à l'acquisition de la nationalité française**

Bonjour, je souhaiterais appréhender les différentes organisations mises en place par vos collectivités pour la réalisation des enquêtes sociales demandées dans le cadre d'une procédure d'opposition à l'acquisition de la nationalité française : - des demandes similaires vous sont-elles faites par les Préfectures ? - dès lors, qui se charge des enquêtes sociales : travailleurs sociaux de polyvalence, autres travailleurs sociaux, service administratif...? Merci de la réponse que vous pourrez m'apporter

Nombre de réponses : 1

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 02/06/2009

Titre : **SAPMF - rémunération des ass fam**

Une association de notre Département envisage de créer un service SAPMF ils s'interrogent sur le paiement des ass fam : continu ? Indemnité de disponibilité ? Intermittent ? Comment avez vous résolu ce problème?

Nombre de réponses : 3

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 02/06/2009

Titre : **Agrément adoption**

Dans le cadre d'une procédure d'agrément pour l'adoption, quelle suite a pu être donnée par un service adoption qui aurait eu à connaître ce cas de figure : un couple domicilié en Allemagne pour raisons professionnelles, ayant des attaches dans le Département, a sollicité un agrément pour l'adoption. Les investigations sont en voie d'achèvement : le couple a été récemment informé de sa mutation dans un département français autre que le notre, à partir d'Août prochain. Il me paraît difficilement concevable de refaire faire les investigations par ce nouveau département de résidence; cependant, les investigations ne seront peut-être pas totalement terminées avant leur emménagement à leur nouvelle adresse en France, ou tout au moins avant la prochaine commission d'agrément du Département. Le Département peut-il malgré tout examiner le dossier et se prononcer sur la possibilité d'agrément, le nouveau département de résidence ayant simplement une actualisation des conditions d'accueil sur le plan de l'habitat, à réaliser? La question a été posée au ministère, sans réponse à ce jour.

Nombre de réponses : 6

[Répondre/Consulter](#)

---

---

## **AGRICULTURE**

Le : 26/06/2009

Titre : **Développement de l'agriculture biologique**

Quelle est l'implication de votre Département dans le développement de l'agriculture biologique ? - types d'action en maîtrise d'ouvrage - types d'aides apportées et à quels bénéficiaires (exploitants, entreprises, OPA, EPCI, etc.) - toutes actions qui peuvent être mises en oeuvre sur votre territoire.

Nombre de réponses : 4

[Répondre/Consulter](#)

---

---

## **AMENAGEMENT URBANISME**

Le : 05/06/2009

Titre : **Demande de la Norme NF EN 845 -1 (fixation des consoles)**

Je recherche la norme NF EN 845-1 relative à la fixation des consoles. D'avance, je vous remercie

Nombre de réponses : 3

[Répondre/Consulter](#)

---

---

## **COLLEGES, ÉDUCATION**

*Nous vous renvoyons à la lecture des [Sommaires du Club Education](#) qui reprennent les échanges ayant eu cours sur le Réseau Interlocal sous la compétence « Collège / Education »*

## COMMUNICATION

Le : 25/06/2009

Titre : **Communication sur la grippe H1 N1**

Bonjour, avez vous mis en place dans votre collectivité, une organisation ou une procédure particulière de communication autour de la grippe H1 N1 ? Je vous remercie de vos réponses.

Cordialement.

Nombre de réponses : 5

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 15/06/2009

Titre : **Grippe - pandémie : quelle com'interne?**

Bonjour, avez-vous déjà envisagé un plan de communication interne concernant la grippe H1N1 ? Campagne de sensibilisation – prévention ? Quelle com pour le niveau 5, quelle com si on passe en niveau 6 ? Quel lien garder avec des agents en quarantaine chez eux, (par exemple) ? Je suis intéressée par vos éléments de réflexion, d'organisation, vos idées, etc.

Merci.

Nombre de réponses : 4

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 15/06/2009

Titre : **Audit communication interne**

Bonjour à toutes et à tous, étudiant et stagiaire à la direction de la communication du Conseil Général, j'ai pour travail principal d'effectuer un audit de la communication interne de l'organisation. Je consacre donc le début de mon stage à compléter mes acquis en recherchant des informations portant sur les démarches (méthodes quantitatives, qualitatives) adoptées par les collectivités pour consulter leurs personnels. Par conséquent, pouvez-vous me dire ce que vous avez récemment fait en matière d'audit ou toute démarche s'en rapprochant ?

Je vous remercie cordialement.

Nombre de réponses : 3

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 05/06/2009

Titre : **Modèle CCTP Accord cadre Communication**

Bonjour, nous sommes à la recherche d'exemples de CCTP d'accord cadre relatif à un marché "Pré-presse" (mise en page de documents, graphisme...) pour notre Direction de la communication.

Merci à l'avance.

Nombre de réponses : 5

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 04/06/2009

Titre : **Vidéos - recherche modèles cahier des charges**

Bonjour, le Département souhaite lancer une consultation pour la réalisation de vidéos sur différentes thématiques (institutionnelles, thématiques...) et de différentes durées. Ces vidéos sont destinées à être diffusées sur des sites internet mais aussi projetées lors de conférences.... Afin de faciliter notre démarche, nous recherchons des collectivités ayant eu à réaliser des consultations sur ce domaine et de nous inspirer de leur expérience. En vous remerciant.

Nombre de réponses : 6

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 04/06/2009

Titre : **Gestion des délibérations sur intranet**

Bonjour, je suis actuellement chargée d'étudier le partage des documents relatifs aux délibérations dans l'espace Intranet du Conseil Général. Dans un but d'une amélioration du système de mise en ligne des délibérations, j'aurais souhaité connaître le fonctionnement, les problématiques et solutions mis en oeuvre par les autres Départements, notamment :

- Quels outils utilisez-vous pour la mise en ligne de vos délibérations et faciliter leurs recherches ?
- Utilisez-vous le même outil en interne qu'en externe ?
- Utilisez-vous un moteur de recherche pour faciliter l'accès à vos délibérations ? Si oui, quelle stratégie, processus de recherche avez-vous privilégié (multi-critères, date, politique, thème ?) ?
- Si vous avez trouvé des formules adaptées aux besoins des utilisateurs, pouvez-vous partager vos expériences, cheminements et résultats ?
- Comment gérez-vous l'archivage des délibérations ainsi que la recherche dans les archives ?

En vous remerciant d'avance pour vos réponses.

Nombre de réponses : 6

[Répondre/Consulter](#)

---

---

## CONSEIL GENERAL

Le : 29/06/2009

Titre : **gestion administrative d'une SEM**

Notre Département crée une SEM de portage d'immobilier économique. La gestion technique des dossiers sera déléguée, par contre, nous gardons toute la gestion administrative et organisationnelle de la structure. Je suis donc à la recherche de documents, guides ou de références d'ouvrages qui pourraient me guider dans cette tâche. Mes questions sont d'ordres très pratiques plutôt que portant sur les grands principes de gestion et d'organisation des SEM (j'ai le guide des SEM édité par le ministère de l'intérieur). Je vous remercie par avance.

Nombre de réponses : 1

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 23/06/2009

Titre : **fonctionnement de l'accueil/standard**

Bonjour, merci de me communiquer des informations sur le fonctionnement de l'accueil/standard au sein de votre collectivité (nombre d'agents, amplitude horaire, attributions, roulements.....) Au CG, il est assuré actuellement par 2,8 agents avec une amplitude horaire 8h-18-30.

Nombre de réponses : 8

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 17/06/2009

Titre : **ASSERMENTATIONS DES AGENTS TERRITORIAUX**

Le Département entame la procédure d'assermentation de ses agents. Celle-ci se déroule en 3 étapes : le commissionnement des agents désignés par arrêté individuel du Président du Département l'agrément par le Préfet qui apprécie l'aptitude technique de l'agent l'assermentation devant le tribunal compétent qui permet à l'agent d'entrer en fonction. Il semblerait que les agents départementaux soient exonérés de l'agrément, en vertu de l'article L116-2 du code de la voirie routière. En effet l'agrément concernerait plutôt les agents de police municipale, gardes champêtres... Je vous remercie de bien vouloir m'indiquer quelle démarche a été adoptée dans votre Département.

Nombre de réponses : 2

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 15/06/2009

Titre : **Comptabilité énergétique**

Bonjour, "Comme de nombreuses collectivités, le CG a mis en place une comptabilité énergétique sur l'ensemble des bâtiments. L'outil utilisé (tableur excel) présente aujourd'hui des limites tant pour son utilisation que pour son exploitation. Les fournisseurs historiques proposent des outils (Dialège pour EDF et service Compte en Ligne pour GDF) dont l'intérêt principal est d'éviter la saisie des données qui est une source importante d'erreurs, et bien sûr la possibilité d'exporter les données pour les exploiter. Nous souhaiterions savoir si d'autres collectivités relativement importantes comme un conseil général ont déjà fait l'acquisition de ce type d'outil avec un fournisseur historique pour avoir un retour d'expérience et connaître les limites de leur utilisation.

Nombre de réponses : 3

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 02/06/2009

Titre : **Mise à disposition des locaux départementaux**

Bonjour, avez-vous un mode de "mise à disposition des locaux départementaux"? Est-ce gratuit ou payant ? Avez-vous adopté un règlement intérieur sur cette question et si oui est-il possible de me le faire parvenir.

Nombre de réponses : 4

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 02/06/2009

Titre : **Agrément adoption**

Dans le cadre d'une procédure d'agrément pour l'adoption, quelle suite a pu être donnée par un service adoption qui aurait eu à connaître ce cas de figure : un couple domicilié en Allemagne pour raisons professionnelles, ayant des attaches dans le Département, a sollicité un agrément pour l'adoption. Les investigations sont en voie d'achèvement : le couple a été récemment informé de sa mutation dans un département français autre que notre Département, à partir d'août prochain. Il me paraît difficilement concevable de refaire faire les investigations par ce nouveau département de résidence; cependant, les investigations ne seront peut-être pas totalement terminées avant leur emménagement à leur nouvelle adresse en France, ou tout au moins avant la prochaine commission d'agrément du Département. Le Département peut-il malgré tout examiner le dossier et se prononcer sur la possibilité d'agrément, le nouveau département de résidence ayant simplement une actualisation des conditions d'accueil sur le plan de l'habitat, à réaliser? La question a été posée au ministère, sans réponse à ce jour.

Nombre de réponses : 6

[Répondre/Consulter](#)

---

---

## CONSTRUCTION

Le : 16/06/2009

Titre : **travaux d'asmt : subventions pour une Fondation privée d'utilité publique**

Bonjour, afin d'aider une Fondation privée d'utilité publique pour des travaux d'assainissement, j'aimerais connaître s'il y a déjà eu de telles situations où si des aides ont été accordées et quel type d'aides sont possibles pour ces établissements ? Merci de votre aide.

Nombre de réponses : 2

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 11/06/2009

Titre : **Marché de service d'assurances "garanties barrages"**

Si votre Département est propriétaire de barrages ayant pour vocation l'écrêtement de crues, le soutien l'étiage, l'irrigation (ou autre), nous vous remercions de bien vouloir nous indiquer :

- 1) Si un contrat d'assurance a pu être souscrit afin de garantir votre collectivité :
  - contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité susceptible d'être encourue en raison des dommages ou préjudices causés à autrui du fait des barrages dont il est propriétaire (ou, selon les cas gestionnaires) : il s'agit d'un contrat d'assurance responsabilité
  - contre les « dommages affectant les structures lourdes » du barrage (exemple des événements couverts : effondrement, catastrophe naturelle, tempête ?) : il s'agit d'un contrat d'assurance « dommages aux biens »
  - Pouvez-vous nous transmettre le(s) dossier(s) de consultation correspondant (règlement de la consultation, acte d'engagement, cahier des clauses particulières) ?
- 2) Si oui auprès de quelle compagnie avez-vous souscrit ce contrat, quelle en est sa durée (3, 5 ans ?) et quel est le montant TTC de la cotisation annuelle ? (en responsabilité et en dommages aux biens ?)
- 3) Si votre Département a été assisté dans le cadre de l'évaluation des risques afférents aux barrages ainsi que de la préparation du dossier de consultation et de l'analyse des offres, merci d'indiquer les coordonnées de votre prestataire de service (conseil en assurance spécialisé dans les barrages ?...)
- 4) Si votre département s'auto assure pour les risques afférents aux barrages, merci d'en indiquer les raisons (ex : gestion confiée à un prestataire de service limitant de ce fait la responsabilité du département, absence d'offres, offres irrégulières.

Nous vous remercions de votre participation à cette enquête qui revêt un caractère d'urgence.

Nombre de réponses : 6

[Répondre/Consulter](#)

---

---

## **CULTURE**

*Nous vous renvoyons à la lecture des derniers [Sommaires du Club Culture & Patrimoine](#) qui reprennent les échanges ayant eu cours sur le Réseau Interlocal sous la compétence « Culture »*

## **DEVELOPPEMENT DURABLE**

Le : 24/06/2009

Titre : **Observatoire des environnements humains et biophysiques**

Bonjour, notre Département souhaitant mettre en place un Observatoire des environnements humains et biophysiques, chargé de décrypter les grands traits de fonctionnement de nos milieux physiques et biologiques afin d'adapter les dynamiques humaines aux dynamiques écologiques, nous nous interrogeons sur le statut à lui donner. Ce type d'observatoire existe-t-il sur votre territoire et/ou dans votre région ou département ? Et si oui quelle forme juridique revêt-il ? Merci de votre réponse.

Nombre de réponses : 3

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 23/06/2009

Titre : **Entretien des ouvrages de navigation**

Bonjour, le Département est propriétaire et gestionnaire des voies navigables qui constituent le bassin de la Maine (Oudon, Mayenne, Sarthe et Maine). Pour le moment l'entretien de la végétation, qui pousse dans les ouvrages maçonnés liés à la navigation, est réalisé par traitement chimique (round up aqua). Conscient que ce type d'intervention porte atteinte au milieu naturel, le Département souhaite mettre en oeuvre de nouvelles techniques pour l'entretien des écluses notamment. Si vous avez des éléments concernant des actions mécaniques, thermiques ou autre je suis intéressé.

Merci par avance.

Nombre de réponses : 1

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 03/06/2009

Titre : **Concertation des communes pour l'élaboration d'un schéma ENS**

Bonjour, la place des Communes paraît essentielle dans l'élaboration d'un schéma ENS. Aussi, je souhaitais savoir quelle implication leur avait accordé les départements dans la réalisation et la mise en oeuvre de leur schéma. Et si oui, sous quelle forme et à quel moment. Vous remerciant par avance de vos retours d'expériences, Cordialement.

Nombre de réponses : 4

[Répondre/Consulter](#)

---

---

## **DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

Le : 29/06/2009

Titre : **gestion administrative d'une SEM**

Notre Département crée une SEM de portage d'immobilier économique. La gestion technique des dossiers sera déléguée, par contre, nous gardons toute la gestion administrative et organisationnelle de la structure. Je suis donc à la recherche de documents, guides ou de références d'ouvrages qui pourraient me guider dans cette tâche. Mes questions sont d'ordres très pratiques plutôt que portant sur les grands principes de gestion et d'organisation des SEM (j'ai le guide des SEM édité par le ministère de l'intérieur). Je vous remercie par avance.

Nombre de réponses : 1

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 24/06/2009

Titre : **Observatoire des environnements humains et biophysiques**

Bonjour, notre Département souhaitant mettre en place un Observatoire des environnements humains et biophysiques, chargé de décrypter les grands traits de fonctionnement de nos milieux physiques et biologiques afin d'adapter les dynamiques humaines aux dynamiques écologiques, nous nous interrogeons sur le statut à lui donner. Ce type d'observatoire existe-t-il sur votre territoire et/ou dans votre région ou département ? Et si oui quelle forme juridique revêt-il ? Merci de votre réponse.

Nombre de réponses : 3

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 16/06/2009

Titre : **travaux d'asmt : subventions pour une Fondation privée d'utilité publique**

Bonjour, afin d'aider une Fondation privée d'utilité publique pour des travaux d'assainissement, j'aimerais connaître s'il y a déjà eu de telles situations où si des aides ont été accordées et quel type d'aides sont possibles pour ces établissements ? Merci de votre aide.

Nombre de réponses : 2

[Répondre/Consulter](#)

---

---

## **DOCUMENTATION**

Le : 04/06/2009

Titre : **Marché d'abonnements**

Bonjour, je souhaiterais connaître les services de documentation de conseils généraux qui ont passé un marché d'externalisation de gestion des abonnements pour l'ensemble de leur collectivité (tous services confondus, y compris BDP et Archives Départementales etc...). Quelles démarches de recensement avez-vous effectuées au sein de votre collectivité et comment avez-vous procédé pour pouvoir mener à bien correctement ce marché jusqu'à son terme et pour combien de temps ? Par MAPA ou appels d'offres européens ? Merci d'avance pour toutes vos réponses qu'elles quelles soient et qui me seront fort utiles pour élaborer mon prochain marché !

Nombre de réponses : 9

[Répondre/Consulter](#)

---

---

## **DROIT**

Le : 24/06/2009

Titre : **Autorisations pour sorties de Département**

Lorsqu'un enfant en famille d'accueil se déplace avec son assistant familial dans un autre Département, l'ASE doit-elle demander l'autorisation aux parents ou simplement les informer ? Est-ce un acte usuel ou rentre-t-il dans la catégorie des actes non usuels ?

Nombre de réponses : 2

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 19/06/2009

Titre : **Interprétation décret du 13 aout 2008 relatif à la procédure applicable en cas d'impayés de factures d'électricité, de gaz et d'eau**

Bonjour, l'article 5 du décret prévoit le maintien de la fourniture d'eau pendant 1 an si un ménage a obtenu l'aide du FSL dans les 12 derniers mois précédents la date limite de paiement de la facture. Ce décret ne précise pas le type d'aide du FSL (accès, maintien énergie) alors que, concernant la procédure de traitement de l'impayé, l'article 2 apporte bien cette précision pour le ménage en précarité ("lorsqu'il a reçu une aide du FSL pour régler une facture auprès de ce même fournisseur"). Notre lecture de l'article 5 du décret tend à avoir une approche large en considérant l'aide du FSL quelle que soit le type d'aide; EDF partage également cette lecture alors qu'un de nos délégataires considère que seule l'aide du FSL apportée antérieurement pour régler une facture auprès de ce délégataire ouvre droit au maintien de la fourniture pendant 1 an.

L'argument du délégataire d'eau: une approche trop souple va inciter les ménages à organiser leur insolvabilité et à demander chaque année le bénéfice du FSL. Quelle est votre lecture de cet article et quelle est la position de vos fournisseurs/délégataire sur ce point et pour quelle application concrètement ? Merci de vos réponses

Nombre de réponses : 3

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 08/06/2009

Titre : **Convention de gestion de prêts FSL à la CAF**

Bonjour. Le Département souhaite confier la gestion des prêts FSL à la CAF. Vous serait-il possible de nous transmettre un modèle de convention de prêts. Merci pour votre collaboration.

Nombre de réponses : 3

[Répondre/Consulter](#)

---

---

## **DROIT / FINANCES / MARCHES PUBLICS**

Le : 22/06/2009

Titre : **Avenant modifiant une clause de révision**

Question très urgente : une clause de révision de prix peut-elle être modifiée par voie d'avenant ? Rien ne semble l'interdire formellement. En l'occurrence, il s'agirait de supprimer le terme fixe.

Nombre de réponses : 2

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 19/06/2009

Titre : **Interprétation décret du 13 aout 2008 relatif à la procédure applicable en cas d'impayés de factures d'électricité, de gaz et d'eau**

Bonjour, l'article 5 du décret prévoit le maintien de la fourniture d'eau pendant 1 an si un ménage a obtenu l'aide du FSL dans les 12 derniers mois précédents la date limite de paiement de la facture. Ce décret ne précise pas le type d'aide du FSL (accès, maintien énergie) alors que, concernant la procédure de traitement de l'impayé, l'article 2 apporte bien cette précision pour le ménage en précarité ("lorsqu'il a reçu une aide du FSL pour régler une facture auprès de ce même fournisseur"). Notre lecture de l'article 5 du décret tend à avoir une approche large en considérant l'aide du FSL quelle que soit le type d'aide; EDF partage également cette lecture alors qu'un de nos délégataires considère que seule l'aide du FSL apportée antérieurement pour régler une facture auprès de ce délégataire ouvre droit au maintien de la fourniture pendant 1 an.

L'argument du délégataire d'eau: une approche trop souple va inciter les ménages à organiser leur insolvabilité et à demander chaque année le bénéfice du FSL. Quelle est votre lecture de cet article et quelle est la position de vos fournisseurs/délégataire sur ce point et pour quelle application concrètement ? Merci de vos réponses

Nombre de réponses : 3

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 16/06/2009

Titre : **Exonérations de taxe professionnelle**

Bonjour, en raison de la réforme de la taxe professionnelle annoncée pour 2010, avez-vous déjà réfléchi à votre politique d'exonérations de taxe professionnelle pour 2010 ? De façon plus précise, comptez-vous revenir sur les exonérations déjà votées afin d'avoir un produit fiscal le plus élevé possible en 2010 et une compensation plus importante ?

Bien cordialement.

Nombre de réponses : 7

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 12/06/2009

Titre : **marché d'entretien de fontaines en circuit fermé**

Bonjour, devant élaborer ce nouveau type de marché centralisé pour les 30 fontaines situées sur l'espace public, qui ont des caractéristiques d'ailleurs très diverses, disposeriez-vous d'un marché type sur ce sujet précis dont nous pourrions nous inspirer ?

Nombre de réponses : 1

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 11/06/2009

Titre : **Marché de service d'assurances "garanties barrages"**

Si votre Département est propriétaire de barrages ayant pour vocation l'écrêtement de crues, le soutien l'étiage, l'irrigation (ou autre), nous vous remercions de bien vouloir nous indiquer :

- 1) Si un contrat d'assurance a pu être souscrit afin de garantir votre collectivité :
  - contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité susceptible d'être encourue en raison des dommages ou préjudices causés à autrui du fait des barrages dont il est propriétaire (ou, selon les cas gestionnaires) : il s'agit d'un contrat d'assurance responsabilité
  - contre les « dommages affectant les structures lourdes » du barrage (exemple des événements couverts : effondrement, catastrophe naturelle, tempête ?) : il s'agit d'un contrat d'assurance « dommages aux biens »
  - Pouvez-vous nous transmettre le (s) dossier (s) de consultation correspondant (règlement de la consultation, acte d'engagement, cahier des clauses particulières) ?
- 2) Si oui auprès de quelle compagnie avez-vous souscrit ce contrat, quelle en est sa durée (3, 5 ans ?) et quel est le montant TTC de la cotisation annuelle ? (en responsabilité et en dommages aux biens ?)
- 3) Si votre Département a été assisté dans le cadre de l'évaluation des risques afférents aux barrages ainsi que de la préparation du dossier de consultation et de l'analyse des offres, merci d'indiquer les coordonnées de votre prestataire de service (conseil en assurance spécialisé dans les barrages ?...)
- 4) Si votre département s'auto assure pour les risques afférents aux barrages, merci d'en indiquer les raisons (ex : gestion confiée à un prestataire de service limitant de ce fait la responsabilité du département, absence d'offres, offres irrégulières.

Nous vous remercions de votre participation à cette enquête qui revêt un caractère d'urgence.

Nombre de réponses : 6

[Répondre/Consulter](#)

---

---

## **ENFANCE ASE**

*Nous vous renvoyons à la lecture des derniers Sommaires du Club ASE qui reprennent les échanges ayant eu cours sur le Réseau Interlocal sous la compétence « Enfance ASE / Enfance Famille / Enfance PMI »*

*[Sommaire du forum pour avril-mai](#)*

*[Sommaire de la bibliothèque pour avril-mai](#)*

## ENVIRONNEMENT

Le : 24/06/2009

Titre : **Entretien de véloroute**

Bonjour, je suis à la recherche d'expériences sur la surveillance et l'entretien de véloroute : acteurs, modalités d'entretien, coûts, ... Merci de votre éventuelle contribution.

Nombre de réponses : 3

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 23/06/2009

Titre : **Entretien des ouvrages de navigation**

Bonjour, le Département est propriétaire et gestionnaire des voies navigables qui constituent le bassin de la Maine (Oudon, Mayenne, Sarthe et Maine). Pour le moment l'entretien de la végétation, qui pousse dans les ouvrages maçonnés liés à la navigation, est réalisé par traitement chimique (round up aqua). Conscient que ce type d'intervention porte atteinte au milieu naturel, le département souhaite mettre en oeuvre de nouvelles techniques pour l'entretien des écluses notamment. Si vous avez des éléments concernant des actions mécaniques, thermiques ou autre je suis intéressé. Merci par avance.

Nombre de réponses : 1

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 16/06/2009

Titre : **travaux d'asmt : subventions pour une Fondation privée d'utilité publique**

Bonjour, afin d'aider une Fondation privée d'utilité publique pour des travaux d'assainissement, j'aimerais connaître s'il y a déjà eu de telles situations où si des aides ont été accordées et quel type d'aides sont possibles pour ces établissements ? Merci de votre aide.

Nombre de réponses : 2

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 12/06/2009

Titre : **marché d'entretien de fontaines en circuit fermé**

Bonjour, devant élaborer ce nouveau type de marché centralisé pour les 30 fontaines situées sur l'espace public, qui ont des caractéristiques d'ailleurs très diverses, disposeriez-vous d'un marché type sur ce sujet précis dont nous pourrions nous inspirer ?

Nombre de réponses : 1

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 05/06/2009

Titre : **contrôle imposé dans une DUP**

Avez-vous été concerné par une obligation spécifiée dans un arrêté de DUP d'un point d'eau potable et relative à un contrôle des stockages d'hydrocarbures à usage domestique ? Nous sommes concernés par un projet d'arrêté sur notre point d'eau qui demande ce contrôle comme d'ailleurs d'autres contrôles réguliers (tous les 2, 3 et 5 ans) pour soit la conformité des fosses à lisiers soit la conformité des stockages d'engrais... Nous nous posons la question de qui est censé réaliser ces contrôles ?

Nombre de réponses : 4

[Répondre/Consulter](#)

Le : 03/06/2009

Titre : **Concertation des communes pour l'élaboration d'un schéma ENS**

Bonjour, la place des Communes paraît essentielle dans l'élaboration d'un schéma ENS. Aussi, je souhaitais savoir quelle implication leur avait accordé les départements dans la réalisation et la mise en oeuvre de leur schéma. Et si oui, sous quelle forme et à quel moment. Vous remerciant par avance de vos retours d'expériences, Cordialement

Nombre de réponses : 4

[Répondre/Consulter](#)

---

---

## **FINANCES**

Le : 22/06/2009

Titre : **Budget des CG et CR**

Bonjour, je souhaiterais trouver les budgets consacrés à la culture avec le ratio culture/budget total (donc le chiffre pour la culture, et le chiffre du budget total). Je vous remercie de me répondre assez vite.

Nombre de réponses : 4

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 18/06/2009

Titre : **Rattachements de charges et de produits à l'exercice**

Bonjour, procédez-vous au rattachement des charges et des produits à l'exercice ? Si oui, avez-vous fixé un seuil de charges et/ou un seuil de produits en dessous desquels vous ne procédez pas au rattachement ? Si oui, quels en sont le ou les montants ? Avez-vous fait délibérer le Conseil général sur la fixation des ces montants ? Merci. Bonne journée

Nombre de réponses : 7

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 05/06/2009

Titre : **Module MAREVOL du logiciel de gestion financière ASTRE**

Bonjour, le CG utilise actuellement le logiciel de gestion financière ASTRE et envisage l'acquisition du module MAREVOL pour un meilleur suivi financier de l'exécution de ses marchés publics. Nous aimerions savoir si vous utilisiez ce module et si vous en êtes satisfaits. Merci pour vos réponses.

Nombre de réponses : 5

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 03/06/2009

Titre : **Identification de l'auteur du titre de recette**

La loi du 12 mai 2009 relative à l'amélioration du recouvrement des produits locaux précise l'interprétation qui doit être faite de l'article 4 de la loi du 12 avril 2000 (droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration) et complète l'article 16/7-5 du CGCT de la façon suivante : "le titre de recettes individuel ou l'extrait du titre de recettes collectif mentionne les nom, prénom et qualité de la personne qui l'a émis..." => qu'indiquez-vous sur les titres de recettes et plus particulièrement sur les avis des sommes à payer pour identifier la collectivité ?

Nombre de réponses : 4

[Répondre/Consulter](#)

---

---

## **INSERTION**

Le : 25/06/2009

Titre : **Action de médiation culturelle auprès des publics en insertion**

Bonjour, le Conseil général a mis en place une action de médiation culturelle auprès des publics en insertion dont il a la charge. Il s'agit d'une démarche globale de sensibilisation et d'accompagnement des publics en rupture avec la fréquentation des lieux de diffusion culturelle, reposant sur des conventions partenariales avec les structures culturelles du département. Nous allons effectuer le bilan de la première année de mise en oeuvre de cette action et, à cet effet, nous souhaitons récolter le témoignage éventuel des conseils généraux ayant mis en place des actions similaires. Merci de me laisser les contacts des personnes à contacter le cas échéant.

Nombre de réponses : 1

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 23/06/2009

Titre : **Hausse ou baisse RMI en avril et mai 2009 ?**

Bonjour, nous avons constaté une hausse du RMI en janvier, février et mars, mais à nouveau une baisse en avril et mai 2009. Cela nous interroge compte-tenu de la "crise économique" actuelle. Avez-vous fait le même constat sur vos territoires ? Merci.

Nombre de réponses : 1

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 22/06/2009

Titre : **Fraudes au RMI - procédures instaurées - fin du dispositif**

Bonjour, le Département a conventionné avec la CAF dans le cadre du versement et du contrôle du RMI. La CAF a relevé des cas pour lesquels elle signale une suspicion de fraudes sans pour autant qualifier les déclarations des bénéficiaires comme constitutives d'une fraude. Sur la base des éléments que pourrait nous transmettre la CAF, le Département peut-il prendre des décisions de sanction ou doit-il passer par le juge judiciaire pour une qualification pénale préalable de fraude ? Dans les cas avérés de fraudes, quelles sont les procédures adoptées dans vos collectivités pour récupérer ces sommes ?

Nombre de réponses : 0

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 04/06/2009

Titre : **enquêtes sociales / procédure d'opposition à l'acquisition de la nationalité française**

Bonjour, je souhaiterais appréhender les différentes organisations mises en place par vos collectivités pour la réalisation des enquêtes sociales demandées dans le cadre d'une procédure d'opposition à l'acquisition de la nationalité française : - des demandes similaires vous sont-elles faites par les Préfectures ? - dès lors, qui se charge des enquêtes sociales : travailleurs sociaux de polyvalence, autres travailleurs sociaux, service administratif...? Merci de la réponse que vous pourrez m'apporter.

Nombre de réponses : 1

[Répondre/Consulter](#)

---

---

## LOGEMENT

Le : 26/06/2009

Titre : **PDALPD pour la période 2006-2009**

Bonjour, avez-vous déjà une liste d'indicateurs de suivi préssentis ?

Ou le travail de définition de ces indicateurs se fera au fur et à mesure, avec la mise en place des actions PDALPD ?

Nombre de réponses : 1

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 24/06/2009

Titre : **Domiciliation des personnes sans domicile stable**

Bonjour, dans vos départements avez vous demandé un agrément pour que vos services sociaux domicilient ces personnes ?

Et quelles autres structures ont demandé l'agrément ?.

Nombre de réponses : 2

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 19/06/2009

Titre : **Interprétation décret du 13 aout 2008 relatif à la procédure applicable en cas d'impayés de factures d'électricité, de gaz et d'eau**

Bonjour, l'article 5 du décret prévoit le maintien de la fourniture d'eau pendant 1 an si un ménage a obtenu l'aide du FSL dans les 12 derniers mois précédent la date limite de paiement de la facture. Ce décret ne précise pas le type d'aide du FSL (accès, maintien énergie) alors que, concernant la procédure de traitement de l'impayé, l'article 2 apporte bien cette précision pour le ménage en précarité («lorsqu'il a reçu une aide du FSL pour régler une facture auprès de ce même fournisseur »).

Notre lecture de l'article 5 du décret tend à avoir une approche large en considérant l'aide du FSL quelle que soit le type d'aide; EDF partage également cette lecture alors qu'un de nos délégataires considère que seule l'aide du FSL apportée antérieurement pour régler une facture auprès de ce délégataire ouvre droit au maintien de la fourniture pendant 1 an.

L'argument du délégataire d'eau: une approche trop souple va inciter les ménages à organiser leur insolvabilité et à demander chaque année le bénéfice du FSL.

Quelle est votre lecture de cet article et quelle est la position de vos fournisseurs/délégataire sur ce point et pour quelle application concrètement ?

Nombre de réponses : 3

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 18/06/2009

Titre : **RELANCE : Recours ou non aux marchés publics pour les mesures d'accompagnement social**

Bonjour, la loi dispose que les mesures d'accompagnement social donnent lieu à l'établissement de conventions conclues par le département avec les organismes ou associations qui les exécutent. Le Département vient d'adopter son 6ème PDALPD qui prévoit diverses mesures d'accompagnement social.

Au niveau du FSL, nous menons actuellement une réflexion sur la possibilité de recourir aux marchés publics pour les mesures d'accompagnement social du 6ème PDLAPD.

Quelles modalités avez-vous retenues dans votre Département ?  
Disposez-vous d'éléments juridiques permettant de trancher la question des marchés publics pour les mesures d'accompagnement social financées par le FSL ?  
Nombre de réponses : 4  
[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 08/06/2009  
Titre : **Convention de gestion de prêts FSL à la CAF**  
Bonjour, le Département souhaite confier la gestion des prêts FSL à la CAF. Vous serait-il possible de nous transmettre un modèle de convention de prêts. Merci pour votre collaboration.  
Nombre de réponses : 3  
[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 04/06/2009  
Titre : **FSL, convention de gestion de prêts**  
Le Département souhaite confier la gestion des prêts FSL à la CAF. Vous serait-il possible de nous remettre un modèle de convention de prêts. Merci pour votre collaboration.  
Nombre de réponses : 2  
[Répondre/Consulter](#)

---

---

## MARCHÉ PUBLIC

Le : 22/06/2009

Titre : **Avenant modifiant une clause de révision**

Question très urgente : une clause de révision de prix peut-elle être modifiée par voie d'avenant ? Rien ne semble l'interdire formellement. En l'occurrence, il s'agirait de supprimer le terme fixe.

Nombre de réponses : 2

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 18/06/2009

Titre : **RELANCE : Recours ou non aux marchés publics pour les mesures d'accompagnement social**

Bonjour, la loi dispose que les mesures d'accompagnement social donnent lieu à l'établissement de conventions conclues par le département avec les organismes ou associations qui les exécutent. Le Département vient d'adopter son 6ème PDALPD qui prévoit diverses mesures d'accompagnement social. Au niveau du FSL, nous menons actuellement une réflexion sur la possibilité de recourir aux marchés publics pour les mesures d'accompagnement social du 6ème PDLAPD. Quelles modalités avez-vous retenues dans votre Département ? Disposez-vous d'éléments juridiques permettant de trancher la question des marchés publics pour les mesures d'accompagnement social financées par le FSL ? Merci pour vos contributions.

Nombre de réponses : 4

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 12/06/2009

Titre : **marché d'entretien de fontaines en circuit fermé**

Bonjour, devant élaborer ce nouveau type de marché centralisé pour les 30 fontaines situées sur l'espace public, qui ont des caractéristiques d'ailleurs très diverses, disposeriez-vous d'un marché type sur ce sujet précis dont nous pourrions nous inspirer ?

Nombre de réponses : 1

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 11/06/2009

Titre : **Marché de service d'assurances "garanties barrages"**

Si votre Département est propriétaire de barrages ayant pour vocation l'écrêtement de crues, le soutien l'étiage, l'irrigation (ou autre), nous vous remercions de bien vouloir nous indiquer :

- 1) Si un contrat d'assurance a pu être souscrit afin de garantir votre collectivité :
  - contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité susceptible d'être encourue en raison des dommages ou préjudices causés à autrui du fait des barrages dont il est propriétaire (ou, selon les cas gestionnaires) : il s'agit d'un contrat d'assurance responsabilité
  - contre les « dommages affectant les structures lourdes » du barrage (exemple des événements couverts : effondrement, catastrophe naturelle, tempête ?) : il s'agit d'un contrat d'assurance « dommages aux biens »
  - Pouvez-vous nous transmettre le(s) dossier(s) de consultation correspondant (règlement de la consultation, acte d'engagement, cahier des clauses particulières) ?

2) Si oui auprès de quelle compagnie avez-vous souscrit ce contrat, quelle en est sa durée (3, 5 ans ?) et quel est le montant TTC de la cotisation annuelle ? (en responsabilité et en dommages aux biens ?)

3) Si votre Département a été assisté dans le cadre de l'évaluation des risques afférents aux barrages ainsi que de la préparation du dossier de consultation et de l'analyse des offres, merci d'indiquer les coordonnées de votre prestataire de service (conseil en assurance spécialisé dans les barrages ?...)

4) Si votre département s'auto assure pour les risques afférents aux barrages, merci d'en indiquer les raisons (ex : gestion confiée à un prestataire de service limitant de ce fait la responsabilité du département, absence d'offres, offres irrégulières.

Nous vous remercions de votre participation à cette enquête qui revêt un caractère d'urgence.

Nombre de réponses : 6

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 05/06/2009

Titre : **Module MAREVOL du logiciel de gestion financière ASTRE**

Bonjour, le CG utilise actuellement le logiciel de gestion financière ASTRE et envisage l'acquisition du module MAREVOL pour un meilleur suivi financier de l'exécution de ses marchés publics. Nous aimerions savoir si vous utilisiez ce module et si vous en êtes satisfaits. Merci pour vos réponses.

Nombre de réponses : 5

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 04/06/2009

Titre : **vidéos - recherche modèles cahier des charges**

Bonjour, le Département souhaite lancer une consultation pour la réalisation de vidéos sur différentes thématiques (institutionnelles, thématiques...) et de différentes durées. Ces vidéos sont destinées à être diffusées sur des sites internet mais aussi projetée lors de conférences...

Afin de faciliter notre démarche, nous recherchons des collectivités ayant eu à réaliser des consultations sur ce domaine et de nous inspirer de leur expérience.

Nombre de réponses : 6

[Répondre/Consulter](#)

---

---

## **PERSONNES HANDICAPEES**

*Nous vous renvoyons à la lecture des derniers [Sommaires du Club PAPH](#) qui reprennent les échanges ayant eu cours sur le Réseau Interlocal sous les compétences « Personnes Agées / Personnes Handicapées / PAPH »*

\* \* \*

## **RESSOURCES HUMAINES**

*Nous vous renvoyons à la lecture des derniers [Sommaires du Club Compétences-RH](#) qui reprennent les échanges ayant eu cours sur le Réseau Interlocal sous la compétence « Ressources humaines »*

\* \* \*

## **ROUTES/ EQUIPEMENT/ TRANSPORT**

*Nous vous renvoyons à la lecture des derniers [Sommaires du Club Routes](#) qui reprennent les échanges ayant eu cours sur le Réseau Interlocal sous la compétence « Routes / Equipement /Transport »*

## **SANTE**

Le : 15/06/2009

Titre : **Grippe - pandémie : quelle com'interne?**

Bonjour, avez-vous déjà envisagé un plan de communication interne concernant la grippe H1N1 ? Campagne de sensibilisation – prévention ? Quelle com pour le niveau 5, quelle com si on passe en niveau 6 ? Quel lien garder avec des agents en quarantaine chez eux, (par exemple) ? Je suis intéressée par vos éléments de réflexion, d'organisation, vos idées, etc. Merci.

Nombre de réponses : 4

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 02/06/2009

Titre : **Application traitant de la gestion des visites médicales et du suivi des dossiers médicaux - Médecine du travail**

Bonjour, nous voulons moderniser notre parc d'applications spécifiques, dans le lot nous avons une application access qui traite de la gestion des visites médicales (convocations, historique des visites, alertes de visite sur les postes à risque...). Nous n'y traitons pas de détail médical, pas de suivi du dossier médical. Connaissez-vous ou utilisez-vous des solutions simples traitant de ce périmètre fonctionnel ? Merci de votre contribution.

Nombre de réponses : 4

[Répondre/Consulter](#)

---

---

## **SPORTS**

Le : 24/06/2009

Titre : **Entretien de véloroute**

Bonjour, je suis à la recherche d'expériences sur la surveillance et l'entretien de véloroute : acteurs, modalités d'entretien, coûts, ... Merci de votre éventuelle contribution.

Nombre de réponses : 3

[Répondre/Consulter](#)

---

---

## TIC

Le : 11/06/2009

Titre : **Mise en place de la dématérialisation dans le cadre du protocole PES V2**

Bonjour, je suis à la recherche d'expériences de mise en place de la dématérialisation de la gestion financière dans le cadre du protocole PES V2. Mon interrogation porte sur : - les shemas directeurs retenus (Gestion Electronique de documents, Parapheurs électroniques, etc.) - les cahiers des charges - les solutions informatiques (prestataires et logiciels) ainsi que sur une appréciation générale de la mise en oeuvre de ces dispositifs pour ceux qui ont lancé une phase d'expérimentation. Merci.

Nombre de réponses : 5

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 04/06/2009

Titre : **Gestion des délibérations sur intranet**

Bonjour, je suis actuellement chargée d'étudier le partage des documents relatifs aux délibérations dans l'espace Intranet du Conseil Général. Dans un but d'amélioration du système de mise en ligne des délibérations, j'aurais souhaité connaître le fonctionnement, les problématiques et solutions mis en oeuvre par les autres Départements, notamment :

- Quels outils utilisez-vous pour la mise en ligne de vos délibérations et faciliter leurs recherches ?
- Utilisez-vous le même outil en interne qu'en externe ?
- Utilisez-vous un moteur de recherche pour faciliter l'accès à vos délibérations ? Si oui, quelle stratégie, processus de recherche avez-vous privilégié (multi-critères, date, politique, thème ?) ?
- Si vous avez trouvé des formules adaptées aux besoins des utilisateurs, pouvez-vous partager vos expériences, cheminements et résultats ?
- Comment gérez-vous l'archivage des délibérations ainsi que la recherche dans les archives ?

En vous remerciant d'avance pour vos réponses.

Nombre de réponses : 6

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 02/06/2009

Titre : **Application traitant de la gestion des visites médicales et du suivi des dossiers médicaux - Médecine du travail**

Bonjour, nous voulons moderniser notre parc d'applications spécifiques, dans le lot nous avons une application access qui traite de la gestion des visites médicales (convocations, historique des visites, alertes de visite sur les postes à risque...). Nous n'y traitons pas de détail médical, pas de suivi du dossier médical. Connaissez-vous ou utilisez-vous des solutions simples traitant de ce périmètre fonctionnel ? Merci de votre contribution.

Nombre de réponses : 4

[Répondre/Consulter](#)

---

---

## TOURISME

Le : 24/06/2009

Titre : **Entretien de véloroute**

Bonjour, je suis à la recherche d'expériences sur la surveillance et l'entretien de véloroute : acteurs, modalités d'entretien, coûts, ... Merci de votre éventuelle contribution.

Nombre de réponses : 3

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Le : 08/06/2009

Titre : **Mise en place d'un Observatoire du foncier d'activités**

Le Département souhaite mettre en place un Observatoire du foncier d'activités, en collaboration avec la CCI. Il a été convenu que la CCI serait le maître d'oeuvre de l'outil et l'hébergerait dans le cadre de son SIET (Système d'intelligence économique et territorial), et que les collectivités territoriales du département y seraient associées.

Ses objectifs sont les suivants : il sera

- un outil de prospective permettant aux collectivités de définir leur politique foncière en matière de zones d'activités, notamment dans le cadre de l'élaboration de leurs documents d'urbanisme, lieu de veille, d'analyses, de réflexions ;
- un outil de communication et de promotion économique, permettant de présenter les disponibilités foncières d'activités aux acteurs économiques in et hors du Département.

Nous souhaiterions connaître vos expériences en la matière, et notamment sur les points suivants :

- évaluation du temps passé et de l'effectif consacré à cet outil
- modalités de recueil et d'actualisation des données
- modalités d'association des partenaires : collectivités locales, agence de développement, professionnels commercialisateurs ?
- mise à disposition du public des informations sur les disponibilités foncières
- niveaux d'information apportée selon la catégorie des utilisateurs/partenaires.

Je vous remercie de vos réponses.

Nombre de réponses : 1

[Répondre/Consulter](#)

---

---

Contact : Réseau IDEAL – Edouard PACHERIE  
Tél : 01 45 15 50.43 - E-mail : [e.pacherie@reseau-ideal.asso.fr](mailto:e.pacherie@reseau-ideal.asso.fr)  
[www.reseau-interlocal.net](http://www.reseau-interlocal.net)